

Yémen : plus de 300.000 cas de choléra suspectés

Bruxelles, le 12 juillet 2017 -/ **Entre le 27 avril et le 10 juillet, l'UNICEF et l'OMS ont recensé 313.538 cas suspects de diarrhée grave qui pourraient être du choléra. 1.732 décès ont été enregistrés dans 22 des 23 gouvernorats du pays. La guerre et ses conséquences sur la disponibilité des infrastructures et du personnel médical en sont la cause principale. Les deux agences onusiennes mettent tout en œuvre pour juguler l'épidémie mais sans accord politique, les chances de survie des enfants s'amenuisent de jour en jour.**

C'est en octobre 2016 que les autorités yéménites ont déclaré le premier cas de choléra à Sana'a. A partir de mai 2017, les signalements se sont multipliés pour atteindre 313.538 cas de diarrhée aiguë au 10 juillet. Il est très difficile de diagnostiquer chacun de ces cas comme étant du choléra car il ne reste plus que deux laboratoires d'analyse fonctionnels dans le pays ravagé par la guerre. Mais la probabilité est énorme. Aucune région n'est épargnée, 288 des 333 districts que compte le pays sont atteints, menaçant la vie de milliers d'enfants et d'adultes.

Les enfants de moins de 15 ans et les personnes âgées sont les plus touchés. Les premiers représentent 41% des cas et les plus de 60 ans un tiers des décès. C'est que la diarrhée aiguë comme le choléra tuent rapidement les plus faibles par déshydratation s'ils ne sont pas soignés très dans les plus brefs délais.

Un cercle vicieux

Or tout s'oppose à une intervention sanitaire massive. Tout d'abord l'impossibilité de bien diagnostiquer chacun des cas, par manque de laboratoires d'analyse, ce qui ne facilite pas la mise en place de la réponse la plus appropriée. Ensuite la guerre, cause profonde de l'épidémie. En deux ans, elle a détruit les structures sanitaires, de distribution d'eau et d'assainissement. 14,5 millions de Yéménites n'ont plus d'accès régulier à de l'eau potable ni à l'assainissement, ce qui les met en danger de contracter la maladie. La guerre a également tué ou fait fuir nombre de médecins et de personnel soignant. Ceux qui restent ne sont plus payés depuis 10 mois et doivent assurer leur propre survie. 49 des 333 districts n'ont plus aucun médecin. On se souviendra que le Yémen fait partie, avec le Nigéria, le Soudan du Sud et la Somalie, des quatre pays confrontés à une crise alimentaire majeure, voire à la famine, qui a fait l'objet d'un appel international.

Le choléra n'aurait pu se répandre aussi rapidement dans tout le pays sans cette crise alimentaire. 1,8 million d'enfants dénutris, dont 385.000 très gravement, sont des proies idéales pour les maladies diarrhéiques qui risquent de les emporter très rapidement. Le choléra et la malnutrition forment un cercle vicieux et mortel. Chacun des deux fléaux renforce l'autre et leur combinaison rend le traitement encore plus difficile.

Une réponse difficile

Avec les autorités yéménites et d'autres partenaires, l'UNICEF et l'OMS mettent tout en œuvre pour juguler l'épidémie. Il s'agit d'identifier les cas, de faciliter l'accès à de l'eau potable et à

des services de santé, d'informer les populations sur les symptômes et les bonnes réactions face à la maladie et de rétablir ou renforcer le système médical, non seulement pour contrer cette épidémie, mais aussi dans une perspective à plus long terme. Outre les interventions classiques de distribution de traitements (par exemple 4 millions de sachets de sels de réhydratation) et d'installation de centres de prise en charge (626 aujourd'hui, le double est prévu), l'OMS et l'UNICEF ont également mobilisé 16.000 agents communautaires chargés de prodiguer des conseils de prévention aux familles, en faisant du porte à porte. 4 millions de personnes bénéficient aujourd'hui d'eau potable grâce à la réhabilitation des systèmes d'adduction d'eau et la livraison de combustible ou d'électricité pour les stations de traitement ou de pompage dans nombre de gouvernorats.

Le personnel médical est également soutenu par les deux agences qui assurent des formations et prennent en charge les frais de déplacements, les heures supplémentaires et les primes des agents de santé engagés dans cette course contre la montre, alors qu'ils n'ont plus été payés depuis 10 mois.

La solution est politique

Mais toutes ces opérations, efficaces mais risquées dans un pays en guerre, ne bénéficieront réellement à chaque enfant qui en a besoin que si des solutions politiques sont apportées : il faut que le personnel médical soit payé et, surtout, que la paix revienne et que l'accès sécurisé des humanitaires soit assuré auprès de l'ensemble de la population du pays.

UNICEF Belgique a lancé un appel en faveur des enfants du Yémen et de trois autres pays touchés par l'une des plus graves crises alimentaires de ces dernières décennies. Les dons sont les bienvenus via le site www.unicef.be/don ou sur le compte BE31 0000 0000 5555 avec la communication « Famine 2017»

Contact pour la Presse :

Benoît Melebeck, UNICEF Belgique, bmelebeck@unicef.be, 0476/43.08.07